

peut-être plus difficile encore que le défi assumé par Lopez Portillo en 1976. Comme aujourd'hui, le Mexique sortait alors d'une dévaluation du *peso* qui avait eu l'effet d'un véritable tremblement de terre. Mais le Mexique est un pays magique et son président, le Grand Magicien. Lopez Portillo n'avait pas tardé à relever le moral des troupes, en l'occurrence la confiance des financiers et industriels nationaux et étrangers, en brandissant un lapin magique dès la cérémonie qui avait marqué avec faste son installation au pouvoir: le pétrole.

On voit plus difficilement aujourd'hui quelles autres cartes le nouveau président pourrait tirer de sa manche. Pour créer sa nouvelle société juste et égalitaire, M. De La Madrid s'est présenté comme le candidat du *renouveau moral*. Au cours de sa campagne, le président élu du Mexique a promis, en effet, que la morale serait "la valeur fondamentale" des ses politiques, ce qui implique d'abord de "mettre un frein à la corruption de l'éléphantesque bureaucratie". La corruption, un thème que maniait déjà le plus respecté des présidents mexicains, Lázaro Cárdenas, auteur de la nationalisation du pétrole, en 1936, est redevenue en effet l'une des principales préoccupations du Mexique au moment de la dévaluation de février dernier, dévaluation précédée d'une fuite de capitaux dépassant 15 milliards de dollars.

Pour mener sa "lutte frontale contre l'inflation", deuxième tâche que s'est fixée le successeur de Lopez Portillo, De La Madrid a promis de mettre sur pied une politique réaliste; ce réalisme va se refléter dans le domaine des importations, un secteur dans lequel le Mexique a pratiqué des coupes sombres depuis quelques mois. M. De La Madrid rejette cependant ce qu'il appelle "un protectionnisme trompeur, facilitant la corruption d'une bureaucratie éléphantesque".

Avec une inflation, qui risque de se situer cette année entre 50 et 70 pour cent, et un taux de croissance zéro durant l'année fiscale 82-83, le nouveau président qui entrera en fonction à la fin de l'année n'a d'autre alternative que l'austérité.

Amorcer la décentralisation

Enfin la troisième tâche, et non la plus simple, de M. Miguel De La Madrid va consister dans la décentralisation des institutions du pays. Dans le Mexique actuel, comme à l'époque de la colonie, la vie politique économique et culturelle est concentrée dans l'énorme capitale de 18 millions d'habitants. Déjà, en amorçant sa réforme administrative et fiscale, M. Lopez Portillo visait avant tout la décentralisation.

L'arrivée de Lopez Portillo au pouvoir et le boom pétrolier ont signifié un rapprochement historique entre les deux voisins de la plus grande puissance économique et politique mondiale. Il est difficilement imaginable que M. De La Madrid, avec une formation politique nationaliste et économiquement nord-américaine, veuille ramener nos deux pays à leur isolement passé à l'ombre de l'éléphant étatsunien.

Il y a des situations irréversibles, comme cette nouvelle coopération canado-mexicaine qui s'appuie depuis six ans, de part et d'autre, non seulement sur le quadruplement de nos échanges commerciaux mais avant tout sur une volonté politique.